

## **BUDGET 2013 – INVESTISSEMENTS EN TRANSPORTS COLLECTIFS : LE GOUVERNEMENT N’A PAS COMPRIS L’URGENCE**

Québec, le 20 novembre 2012 - C’est avec déception que TRANSIT, l’Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, accueille le premier budget déposé aujourd’hui par le nouveau gouvernement. Ce budget ne règle en rien le sous-financement des transports collectifs, ne permettant pas de désengorger les réseaux qui sont saturés et de pallier la crise de la congestion dans les grandes villes, particulièrement dans la région de Montréal. Si TRANSIT reconnaît l’important chantier de réévaluation des projets d’infrastructures qui permettra à terme d’augmenter la part des investissements en transports collectifs, l’Alliance déplore la décision du gouvernement de mettre sur la glace tous ses engagements sur la bonification des investissements en transports collectifs.

### **Un budget d’urgence qui reporte les urgences**

« La situation des transports collectifs est intenable. Il aurait été possible, dès aujourd’hui, de réallouer les milliards destinés à l’élargissement, au prolongement et à la construction de nouvelles routes au profit du développement des transports collectifs et du maintien des infrastructures routières » affirme Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville.

### **Les sociétés de transport abandonnées**

Le budget d’aujourd’hui reste muet à la fois sur les investissements du PQI, du FORT et des fonds liés à l’augmentation de l’offre de service. Dans ce dernier cas, sans le prolongement et l’augmentation substantielle des sommes versées via le *Programme d’aide gouvernementale à l’amélioration des services de transport en commun (PAGASTC)*, les sociétés de transport ne seront pas en mesure d’atteindre les objectifs de hausse d’achalandage et, a fortiori, les objectifs gouvernementaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 25%.

### **Rien pour la région de Montréal**

« Alors que la région de Montréal vient de conclure, à travers le PMAD, une entente historique sur le développement des transports collectifs et des nouvelles sources de financement associées, le gouvernement du Québec balaie du revers de la main tous ces efforts de mobilisation avec l’absence de mesures concrètes. » conclut M. Savard.

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d’achalandage d’ici 2020, dont l’ajout d’une série de mesures de mitigation lors des grands travaux routiers, une suspension du développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, le prolongement et l’augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert et l’utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

## **À propos de TRANSIT**

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : [www.transitquebec.org](http://www.transitquebec.org).

Renseignements :

Leïla Copti  
514.661.6134  
lcopti@copticom.ca